

De la presse et de ses journalistes en Grèce contemporaine

Angélique Chalkia

*Doctorante en sciences
de l'information et
de la communication
Institut français de presse
Université Paris 2*

En l'état actuel des connaissances sociologiques, ne pas partager l'affirmation d'Everett Hughes (1996, p.66) selon laquelle « (...) aucun travail n'est complètement intelligible si l'on ne le rapporte pas à la matrice sociale dans laquelle il existe ou au système social dont il fait partie », relèverait plus d'une faute professionnelle que d'une maladresse de néophyte. Aussi proposons-nous de faire nôtre ce pré-requis méthodologique en l'appliquant à l'étude du champ journalistique grec. Autrement dit, nous allons tenter ici une opération d'"homologation"¹ des concepts "venus d'ailleurs" afin d'expliquer les pratiques, traditions et spécificités de la presse quotidienne grecque et de ses journalistes². L'intérêt d'une telle approche culturelle nous semble double : mettre à la disposition d'un public extra-national des éléments de compréhension d'une autre culture médiatique et produire, selon la formule de Berger (1996, p.45 et s.v.) « un stock de connaissances partagées ». Dans cette optique, la réalité grecque deviendrait un cas d'étude d'un champ scientifique en devenir, celui de la sociologie du journalisme européen.

1974-2000 : journaux, partis et société grecque

À première vue, en choisissant ce cadre socio-temporel de référence et ce segment médiatique, nous conceptualisons deux ruptures artificielles dans l'histoire sociale des médias grecs. Or, le caractère apparemment arbitraire d'une telle démarche peut s'expliquer

aisément par une référence historique incontournable (1974, c'est de la date de retour à une vie politique "normale" en Grèce) et une volonté scientifique (combler le vide qui entoure l'étude de presse quotidienne "moderne" en dépit de sa domination symbolique au sein du champ médiatique et politique grec).

Ainsi, après une dictature septennale durant laquelle la loi martiale et la censure ont eu raison des principaux quotidiens d'information politique et générale du pays, les journaux furent libérés de l'état répressif. Toutefois, il serait faux de considérer que les tentatives de museler la presse démarrent seulement sous ce régime militaire³. Depuis son apparition au XVII^e siècle et jusqu'à nos jours, les relations qu'entretient la presse grecque avec le pouvoir politique en place sont, pour le moins, tumultueuses. Ce socle posé, ce qui change à chaque nouvelle configuration historique, c'est l'intensité de l'offensive gouvernementale et la capacité de résistance du patronat éditorial.

Entre coopération et opposition, les médias en général et la presse en particulier sont à la fois un enjeu et une donnée du jeu politique interne et, à ce titre, ils participent activement à la régulation de l'espace public interne. Cet espace public médiatisé peut être considéré comme un espace scénique privilégié pour observer la transformation sociale en « train de se faire »⁴. Et par l'imbrication du champ médiatique et politique, l'étude de la presse est une entrée précieuse pour étudier la dynamique politique.

Les règles du jeu

La chute du régime des colonels facilite la réapparition des journaux interrompus dans leur publication pendant cette période et le secteur retrouve sa configuration d'antan : journaux du matin, de l'après-midi et de partis. Quant à la sociographie patronale, quatre catégories d'actionnaires coexistent : les éditeurs traditionnels, les hommes d'affaires, les éditeurs venant de secteurs "annexes" (notamment de l'édition et de la presse provinciale) et les partis politiques-éditeurs.

Tout au long de la période étudiée, la composition capitaliste de la presse quotidienne ne cesse de se transformer et comme ailleurs en Europe, l'entrée en force des milieux d'affaires et la disparition des éditeurs traditionnels bouleverse l'équilibre du rapport de forces entre partenaires politiques et médiatiques. Ce qui, à notre avis, fonde la spécificité grecque est le fait que les journaux fonctionnent sous une double instrumentalisation : celle de leurs éditeurs et celle des partis politiques dont, encore aujourd'hui, ils se veulent les porte-parole. Aussi les journaux ne sont-ils pas gérés selon un modèle capitaliste rationnel,

mais leur gestion obéit plutôt à une stratégie de calcul politique de la part des éditeurs/entrepreneurs. Ces derniers se servent de leurs journaux comme outil de négociation lors de leurs relations avec l'État, monnayant de la sorte le soutien politique apporté à leurs "protecteurs". À cela vient s'ajouter une dimension supplémentaire que nous nommerons "division partisane flottante" pour désigner justement le fait que l'orientation idéologique des titres oscille en fonction des intérêts de leurs patrons et suivant les configurations du jeu qui s'instaure entre les acteurs politiques et économiques.

La maîtrise absolue de l'espace médiatique par les principaux éditeurs de presse orchestrée par et pour le compte du pouvoir politique se confirme en 1989 avec l'avènement de la télévision privée. Ainsi la première chaîne fut-elle créée par un consortium constitué par cinq éditeurs, parmi les plus puissants. Tout se passe alors dans un consensus latent, un accord tacite entre les propriétaires et les gouvernants... où chacun contribue à la hauteur de ses moyens : mesures législatives, aides économiques directes et indirectes, redistribution prioritaire de la manne européenne en contrepartie d'une couverture "compréhensive" de l'activité gouvernementale et de l'utilisation des journaux comme "bouclier de protection" face aux attaques de l'opposition. Progressivement, ces éditeurs réussirent à bâtir de véritables empires multimédias en instaurant une concurrence à caractère oligopolistique et en délimitant un secteur commercial clos pour d'éventuels nouveaux entrants.

Actuellement, l'enchevêtrement des sphères politique, économique et médiatique⁵ a atteint une forme paroxystique telle que l'appellation « État parallèle des barons des médias » est consacrée pour désigner la cannibalisation de l'espace public par ce groupe tout puissant. Toutefois, il arrive que ce "pacte des éditeurs" soit rompu par des "parvenus" qui, une fois hissés aux premières loges, cherchent à prendre leur autonomie et à vouloir imposer, aussi bien aux politiques qu'aux éditeurs traditionnels, un nouveau cadre d'action. Ces derniers entreprennent alors des campagnes de moralisation de la vie politique du pays qui débouchent sur de véritables tornades politico-financières et finissent par emporter les récalcitrants et la fraction de l'appareil politique qui les a soutenus⁶. À l'issue de ces opérations de verrouillage du système, « le renforcement des dépendances et des contrôles réciproques et multipolaires » (Elias, 1991, p.79) ne fait que s'accroître. Ainsi se consolide l'autonomisation du sous-champ de la presse face au champ politique et aux autres champs sociaux qui sont réduits à l'état de partenaires silencieux et obligés du patronat médiatique.

Le "paradoxe grec" de cet état de fait est que le poids politique de la presse suit la courbe inverse de sa réussite commerciale. En effet, depuis 1975, le déclin de la diffusion des journaux est constant, surtout ceux du matin et de partis, mais ceci n'empêche nullement la création de nouveaux titres⁷. Selon Dretakis (1994, p.20), la diffusion des journaux dépend étroitement de la conjoncture électorale (nette augmentation) et économique (diminution parallèle à celle du pouvoir d'achat des ménages). Toutefois, depuis 1992, cette tendance s'estompe et les journaux subissent inexorablement la concurrence des médias audiovisuels et de la presse spécialisée périodique et quotidienne.

Pour faire face à la baisse du lectorat, la réponse commerciale des entreprises de presse fut déployée selon une logique externe (augmentation du prix de vente, marketing agressif, cadeaux promotionnels, suppléments thématiques, éditions dominicales⁸, amélioration de l'identité visuelle des titres), mais sans jamais chercher à ajuster l'offre éditoriale aux attentes des lecteurs. Or, la dépolitisation accrue du corps social et le transfert presque exclusif de la satisfaction des besoins d'information, de loisir et de culture vers le média télévision prend au dépourvu la presse quotidienne qui continue à fonctionner selon les vieux canons de la logique électoraliste et partisane. Psychogios rapporte que lors des discussions avec les hommes politiques, les directeurs des journaux se plaisent à répéter que « le peuple vote pour nous tous les jours et en plus, il nous paye » (1992, p. 51)⁹. La perte de vitesse des journaux et la baisse de leur crédibilité ne trouble pour autant pas cette vieille certitude puisque, nous l'avons déjà dit, la première valeur assignée à un journal n'est pas sa viabilité économique¹⁰.

Ainsi la catégorie PQN se traduit en Grèce par un quasi-monopole des journaux de l'après-midi dont l'identité scripto-visuelle, la thématique et l'écriture les rapprochent davantage de la presse périodique que de la presse d'information politique et générale. Les journaux participent pleinement à la promotion d'un consumérisme hédoniste et dorénavant s'adressent prioritairement à des lecteurs/consommateurs plutôt qu'à des citoyens. Si une taxinomie des titres selon l'axe "presse populaire" vs "presse de qualité" reste encore possible, l'étiquette presse d'opinion ou d'information n'a aucune pertinence : les journaux grecs restent conditionnés par le jeu d'appartenances multiples de leurs patrons/éditeurs. Autrement dit, la pluralité des titres n'implique pas nécessairement une pluralité des points de vue. Cette polyphonie confine plutôt à la cacophonie, ce qui rend tout débat contradictoire d'autant plus improbable.

Concrètement, la montée de *soft news* et la pratique généralisée d'un *iceberg journalism*¹¹, l'hybridation des modèles journalistiques (information-opinion-communication) et le recours excessif à un double langage, susceptible d'être décodé uniquement par les initiés du microcosme médiatique, constituent les traits qualitatifs majeurs de la production journalistique contemporaine. Néanmoins, le militantisme, le sensationnalisme et la dramatisation font encore partie du registre usuel, bien que dans un degré moindre que celui observé pendant les années 80. Et c'est dans ce contexte que se négocient, d'une part, les conditions d'accès et de maîtrise de l'espace public médiatisé et, d'autre part, la mise en récit et l'intelligibilité du social.

Finalement, il apparaît que 26 ans après l'abolition d'un cadre aussi étiqué que celui de la dictature militaire, la presse grecque est loin de s'être émancipée. En réalité, nous pensons avoir démontré sa capacité à se faufiler, sans grands heurts, dans les arcanes du jeu du pouvoir et des partis.

Les producteurs de l'actualité

À la lumière de ce qui précède, il serait légitime de se pencher sur les mutations qui ont affecté la profession journalistique durant les 25 dernières années. Mais une fois de plus, nous butons sur l'absence totale de données statistiques, historiques ou sociologiques relatives au journalisme grec. Ainsi notre matériau de base provient exclusivement de nos propres investigations¹² qui furent le plus souvent menées dans un climat d'indifférence, voire d'hostilité, de la part des agents concernés que dans un contexte de collaboration.

Suivant les caractéristiques formelles du journalisme grec, son évolution est similaire à celle observée en France. Au début circonscrite et majoritairement exercée par des hommes, la profession s'accroît, se féminise et se rajeunit sans discontinuer depuis 1975. Ces mouvements de fond s'accompagnent d'une montée du niveau éducatif des nouvelles recrues tandis que les formations qui prédominent sont de type universitaire et davantage littéraire que scientifique. L'observation directe du milieu nous permet aussi de constater la précarisation croissante de l'emploi journalistique, mais cette tendance n'est pas encore très affirmée. Quant à la définition du métier retenue pour l'attribution de la carte professionnelle, elle est calquée sur celle du code français du travail. Mais là s'arrêtent les homologues que nous pouvons établir entre journalistes français et grecs.

Pour reprendre le fil des spécificités, la formation sur le tas¹³ et la cooptation restent les voies privilégiées d'accès au métier. Quant à la possession de la carte professionnelle¹⁴, elle n'est pas exigée pour son exercice : elle constitue plutôt un attribut symbolique qui officialise l'appartenance de l'individu à cette profession et lui ouvre l'accès à une série de privilèges catégoriels. Et contrairement à une tendance à l'uniformisation du recrutement observée en France, le journalisme en Grèce reste encore une activité semi-ouverte et soumise à un brassage social important. Ceci s'explique par la prolifération des entreprises médiatiques depuis 1989 et les besoins accrus en personnel journalistique que cela génère.

Notons aussi que l'appartenance des journalistes grecs à plusieurs médias participe des invariants du métier. Ainsi la presse quotidienne a-t-elle fourni l'essentiel des troupes à la création des médias audiovisuels privés. Mais en l'absence de professionnels qualifiés, les journalistes sont aussi ceux qui couvrent les besoins dans le secteur de la communication privée ou publique ou du conseil politique sans que personne ne s'émeuve de cette dilution du travail journalistique. Si l'on se place du côté patronal, ceci permet de garder des coûts salariaux bas. Du côté des "agents", cela diminue leur dépendance matérielle par rapport à un employeur unique. Et à coup sûr, une telle proximité des journalistes avec leurs sources, ajoutée à la concentration des médias, ne fait que généraliser un "journalisme sur commande" déjà fortement encouragé par la connivence structurale entre monde médiatique, économique et politique, comme nous l'avons mis en évidence auparavant.

Un autre trait du journalisme qui mérite d'être souligné – durant la période qui nous occupe – concerne sa "notabilisation" et l'instauration d'un *star-system* journalistique qui n'a rien à envier à celui du secteur artistique. Mais l'ouverture "forcée" du métier et son exercice "anarchique" dans les médias audiovisuels entraînent aussi sa forte dépréciation sociale dont les journalistes de l'écrit sont les premiers à pâtir. Se fait alors jour une tendance à la séparation, voire à la fermeture, de ces deux sous-groupes professionnels, sauf pour les membres de l'élite journalistique qui circulent encore librement entre les différents médias.

Cette élite journalistique grecque se forme à partir des années 80 au sein de la presse écrite, s'élargit dans les années 90 (en incluant les plus influents des journalistes de l'audiovisuel) et son fonctionnement obéit aux mêmes codes que ceux observés pour les médias occidentaux. De même, l'on voit se dessiner une homologie structurelle entre encadrement journalistique, personnel politique et décideurs économiques, mais son étude dépasse largement les limites de notre investissement scientifique

et personnel. Cependant, on ne peut pas ne pas signaler que cette fraction dominante de la profession participe pleinement à la célébration d'une "doxa néo-libérale" qui exige un cadrage consensuel de la couverture de l'actualité et sa modulation en fonction des intérêts patronaux et politiques qui sont à chaque fois en jeu.

Mais que ce soit pour l'élite des journalistes ou pour les simples exécutants, le modèle professionnel du "journaliste engagé" cède la place à celui du "journaliste entrepreneur". Ce dernier se doit de mobiliser et d'agencer un ensemble de ressources hétérogènes qui lui assureront sa notoriété interne et externe ainsi que sa survie professionnelle. L'expertise politique (registre principal du paléo-journalisme) reste toujours une ressource essentielle pour approcher les élites dominantes, mais dans le cadre du néo-journalisme, elle n'est mise au service que de l'agent singulier. Ainsi, d'une vision idéalisée du métier (sacerdoce, vocation, etc.), on passe à une vision beaucoup plus utilitaire (les bénéfices matériels visés par son exercice passent avant les gratifications symboliques qui en découlent). Être journaliste en Grèce assure l'accès à un "réseau de coopération flexible" par lequel ses professionnels « en se servant, servent, et en servant, se servent », pour reprendre la formule de Bernard Pudal (1994, p.76).

Quant à l'identité collective du métier, nous avons repéré trois modèles dominants : une identité qui se construit par opposition (journalistes de l'écrit *vs* journalistes de l'audiovisuel, journalistes chevronnés *vs* jeunes professionnels) ; par identification (journaliste militant/technicien de l'information) ; ou par improvisation au gré des circonstances et en fonction de la position des agents et de leur média au sein du champ journalistique. Mais pour l'heure, la cohésion du groupe s'obtient plus par "le flou" que par un ensemble de normes professionnelles codifiées. De plus, les mécanismes d'apprentissage professionnel sont en perpétuel mouvement et tentent d'intégrer des pratiques professionnelles et des cultures d'entreprise largement antinomiques. Par conséquent, la pratique du métier s'apparente à une "improvisation réglée" qui demande aux agents un effort permanent d'adaptation et de composition avec la règle implicite du milieu : "savoir beaucoup et dire peu". Au quotidien, ceci se traduit par une multitude de petits arrangements, de dérives, de tensions ou de "bricolages"¹⁵.

Discussion

De cette première tentative d'analyse sociologique du champ journalistique grec, trois interrogations épistémologiques surgissent :

qu'est-ce que l'information dans les médias opérant dans un environnement en mutation ? quelle place pour les journalistes dans ce contexte de production ? et quel peut être l'apport des sciences sociales dans l'étude de ces mutations ?

Nous nous abstiendrons d'y répondre dans le cadre de cet article, mais remarquons que le cheminement de la presse grecque et de ses journalistes depuis 1975 est à maints égards comparable à celui observé dans d'autres pays occidentaux. Toutefois, dans ces derniers, on peut encore trouver des journaux qui échappent partiellement à la mainmise des grands groupes financiers. Ailleurs aussi, la croissance du poids stratégique des médias au sein de la société génère en contrepartie un discours critique aussi bien scientifique que citoyen. Ces deux tendances se font toujours attendre en Grèce et les signes d'un changement prochain ne sont pas particulièrement ostensibles... ■

Notes

1. Selon la définition de Pierre BOURDIEU (1987) dans « La codification » (*Choses dites*, Minuit, Paris), l'opération d'homologation ne consiste pas à transformer radicalement ces concepts "importés", mais plus simplement à voir la configuration et le sens qu'ils prennent au contact des autres cultures.
2. Les éléments ainsi rapportés proviennent de la thèse que nous consacrons à ce même sujet, sous la direction de Claude-Jean Bertrand au sein de la formation doctorale de l'Institut français de Presse (Paris 2).
3. Pour l'état antérieur de la PQN et les conséquences du changement de régime politique, voir Dominique GAZEAU (1976), *La presse sous la dictature militaire grecque (1967-1974)*, Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris 2 (thèse de 3^e cycle sous la direction de Pierre Albert).
4. Que ce soit pour les médias ou pour la société grecque contemporaine, précisons d'emblée que l'état embryonnaire de la recherche en sciences sociales ne nous autorise point des observations confirmées par nos pairs. De ce fait, nous sommes obligée de nous référer constamment à nos propres observations et cette absence de regards croisés constitue une difficulté épistémologique majeure pour notre étude. Une fois cette prise de risque assumée comme telle pour ce qui est de la transformation sociale du pays, nous proposons les pistes suivantes : durant la période étudiée, la Grèce passe d'une société à dominante rurale à celle de l'infosphère sans passer par l'étape de l'industrialisation. Il s'agit d'un pays de la CEE et de la zone Euro au sein duquel l'attractivité du modèle économique américain reste certaine. Il s'agit d'une société où cohabitent, pas toujours harmonieusement, une identité européenne et orientale, un passé glorieux dont l'évocation se conjugue sur un air de nostalgie, et un présent indécis entre tropisme balkanique et volonté de "briller" sur la scène européenne et internationale. Et pour finir, au regard des indicateurs de développement humain des Nations unies, la Grèce est classée 27^e, juste avant le Portugal, mais loin derrière les autres pays membres de la CEE (cf. Rapport PNUD 2000).

5. Ce phénomène appelé en grec « diaplekomena » domine l'agenda politique et médiatique de manière récurrente sans pour autant que de nouveaux éléments justifient sa mise en orbite. Il s'agit selon nous d'un cas classique d'autoalimentation et d'autorenforcement de la machine médiatique.
6. La première campagne d'envergure connue sous le nom « scandale Koskotas », du nom de ce magnat de la presse, s'est déroulée entre 1985 et 1989 et est à l'origine d'une période d'instabilité politique qui a mis fin, provisoirement, à la polarisation bipartite droite/gauche de l'échiquier politique. La seconde, l'« affaire Kokalis », est en train de se dérouler actuellement (2000) et il y a fort à parier que son dénouement sera tout aussi spectaculaire.
7. Selon le *Rapport annuel de l'Association mondiale des journaux*, dont un compte rendu a été publié dans *Le Monde* du mercredi 14 juin 2000, la PQN grecque a accusé une chute de 5,5% de sa diffusion en parallèle avec une forte croissance de ses recettes publicitaires (+38,7%) ! Selon nos propres calculs, nous sommes passés de huit journaux du matin en 1975 à cinq aujourd'hui. Sur la même période, le nombre des journaux de l'après-midi progressait de sept à 15. En juin 2000, ces 15 titres totalisaient une diffusion nationale de 365 015 exemplaires par jour (cf. *Les Nouvelles* du 23/10/2000). Le titre leader (*Les Nouvelles*) diffusait à 85 780 exemplaires et le dernier (*Le foyer*) à 3 411. Notons que la gestion économique des journaux est d'une opacité absolue et que la publication même de ces chiffres est objet de controverses.
8. Le succès des éditions dominicales (on en compte 10) des titres quotidiens ne se dément pas et leur diffusion varie de 95 698 exemplaires (*La Tribune*) à 4 719 (*Le journal du soir*) ; dans rubrique « Média de la liberté de la presse », semaine du 8/10/2000.
9. Selon ce même auteur (op. cit. p. 25), entre 1980 et 1991, le prix des journaux a été multiplié par 10. Actuellement, les journaux quotidiens coûtent l'équivalent de 5 FF et ceux du dimanche 6 FF (1 FF = 51 drachmes).
10. Dans une récente chronique d'un membre de l'élite journalistique locale, nous pouvions lire la "définition" suivante d'une entreprise de presse : « (...) naturellement en Grèce, on ne parle pas d'unités économiques autonomes, mais plutôt de "boutiques" qui subsistent sans lecteurs et publicité, uniquement en louant leur "une" à des financiers occultes », Pavlos TSIMAS, dans *Les Nouvelles* du 21/10/2000.
11. Le terme est ainsi employé selon son acception courante : rester à la surface des choses.
12. Pour établir une première sociographie du milieu, nous avons administré 160 questionnaires auprès des journalistes de la PQN (91 hommes et 69 femmes), travaillant dans 19 titres différents. Ensuite, nous avons effectué une période d'observation durant une semaine dans cinq journaux qui nous ont acceptée et avons réalisé une cinquantaine d'entretiens semi-directifs avec des journalistes issus de l'encadrement (14) et de la base (36) du métier. Précisons aussi que d'après les renseignements recueillis, le nombre total des journalistes en Grèce avoisine les 5 000 dont environ 1 800 travaillent pour la PQN. Toutefois, ces chiffres ne sont qu'indicatifs car aucun recensement statistique officiel n'est disponible pour le moment.
13. En Grèce, la première faculté universitaire d'enseignement du journalisme fut créée en 1990. Avant, une multitude d'écoles privées dispensaient ce type de formation d'un niveau inégal. Toutefois, il serait illusoire de croire que la formation au journalisme a gagné en légitimité et en qualité durant la période étudiée, mais ceci renvoie au fonctionnement global du système éducatif grec et mériterait un développement à part...

14. Cette carte professionnelle est délivrée par les organisations régionales des journalistes au terme d'une procédure assez complexe (inscription sur une liste d'aptitude, attente de deux ans, réussite du concours interne), dont l'issue n'est pas toujours favorable aux candidats. La raison officiellement avancée par les instances syndicales invoque la nécessité d'une sélection rigoureuse à l'entrée afin de protéger le prestige de la profession. Quiconque verrait là une défense corporatiste du métier et une volonté de contrôle du rapport des forces syndicales ne serait pas, à notre avis, dans l'erreur...
15. On aura reconnu ici deux références explicites aux travaux de Luc BOLTANSKI consacrés aux cadres et à ceux de Michel de CERTEAU sur l'invention du quotidien.

Bibliographie

- BERGER Peter, LUCKMANN Thomas (1996), *La construction sociale de la réalité*, Méridiens Klincksieck/Masson, Paris, 288 p.
- DRETAKIS Manolis (1994), *La diffusion des journaux 1975-1992*, Éditions Gutenberg, Athènes, 102 p. (en grec).
- ELIAS Norbert (1991), *Qu'est-ce que la sociologie*, Éditions de l'Aube, Paris, 222 p.
- HUGHES C. Everett (1996), *Le regard sociologique, Essais choisis, Textes rassemblés et présentés par Jean-Michel Chapoulie*, Édition de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 344 p.
- MAUGER Gérard, PINTO Louis (1994), *Lire les sciences sociales, Volume 1*, Editions Belin, Paris, 335 p.
- PSYCHOGIOS Dimitrios (1992), *L'avenir incertain de la presse athénienne*, Éditions Diavlos, Athènes, 156 p. (en grec).